



HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
EN POLYNESIE FRANÇAISE

Cabinet
Section de la communication Interministérielle

Papeete, le 6 décembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Participation à la manifestation « Mata Taure'a »

Mercredi 5 décembre 2018, M. Raymond YEDDOU, administrateur des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, a représenté le Haut-commissaire de la République lors de la manifestation « Mata Taurea », organisée par l'Union Polynésienne pour la Jeunesse (UPJ) au parc Paofai à Papeete, en présence de Mme Christelle LEHARTEL, Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, de M. Thomas PISON Procureur Général et des représentants de l'Assemblée de la Polynésie française et de la Mairie de Papeete.

Soutenue par l'État, cette initiative vise à lutter contre la délinquance des mineurs en proposant des activités et des animations sportives, culturelles, artistiques et de loisirs ainsi que des stands de préventions à destination des jeunes. Elle concourt ainsi directement à lutter contre les problématiques de désœuvrement et de l'errance des jeunes les mercredi après-midi en centre ville.

De fait cette action s'inscrit pleinement dans les priorités fixées dans le nouveau plan territorial de prévention de la délinquance en mobilisant les acteurs de proximité (commune, Pays, Etat, tissu associatif) qui mettent en œuvre des moyens pour occuper le temps libre des jeunes en zone urbaine.

L'Etat soutient l'UPJ à travers la mobilisation du Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance à hauteur de 1,432 millions F CFP, complétée par une dotation de 715 000 F CFP issue du Fonds d'Echanges à But Educatif, Culturel ou Sportif ainsi qu'une subvention de 536 000 F CFP émanant du Fonds pour le Développement de la Vie Associative, dispositif national récemment étendu à la Polynésie française. L'État intervient également auprès de l'UPJ dans le domaine de la politique de la ville en finançant un programme de formation d'animateurs de quartiers à hauteur de 1,2 millions F CFP en 2018. Ces actions qui ont concerné à ce jour 740 personnes contribuent à renforcer l'apprentissage du vivre ensemble.

En 2018, le soutien de l'État aux actions de l'Union Polynésienne pour la Jeunesse se traduit par une aide financière totale de près de 4 millions F CFP, ainsi que par un agrément revu à la hausse de 50 emplois de service civique.

Contact Presse

communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr
www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr